

Communiqué : Marche et Manifestation des Gabonais à Washington le vendredi 16 juillet 2010

Chers compatriotes gabonais et amis du Gabon :

Lundi 8 mars 2010, en marge de la session du Conseil de Sécurité des Nations Unies dont le Gabon allait assurer la Présidence au mois de mars, Madame Hillary Clinton, Secrétaire d'Etat américain, scandalisait les Gabonais et observateurs du Gabon en déclarant :

- qu'elle soutient « les efforts entrepris par le Gabon pour diversifier son économie, élargir son cercle de prospérité et créer de nouvelles possibilités pour sa population » ;
- qu'elle voit en Ali Bongo quelqu'un qui, comme elle-même, sait que « le progrès économique dépend d'une gouvernance responsable, qui va à l'encontre de la corruption, renforce l'État de droit, et d'une bonne politique de ses ressources naturelles permettant d'améliorer la vie des Gabonais » ;
- qu'elle reconnaît « les efforts entrepris par le Président Bongo pour améliorer l'efficacité gouvernementale, éliminer les pertes et combattre la corruption » ;
- et qu'elle salue « le leadership dont le Gabon a fait preuve dans le combat contre le trafic humain », ce qui, à ses yeux, démontrerait « les qualités de dirigeant dont le Président Bongo fait preuve en gouvernant son pays ».

Ayant constaté en ces déclarations de Madame Hillary Clinton une profonde méconnaissance du Gabon, surtout quand on sait que :

- peu de temps avant sa rencontre avec Ali Bongo, le Congrès américain venait, une fois de plus, d'épingler la famille Bongo pour détournement de biens publics dans un rapport du 5 février 2010 qui fustigeait le père et le fils pour leur tendance à « l'accumulation massive de richesses alors qu'ils se trouvent en plein exercice du pouvoir dans un pays connu pour sa pauvreté » ; ce rapport impliquait pourtant directement d'Ali Bongo ;
- et que, dans le même temps, le site Web du département que dirige Madame Hillary Clinton faisait encore état du Gabon comme un pays où, justement, toutes les qualités vantées par Madame Clinton n'existaient pas du tout. En effet, selon ce rapport annuel sur les droits de l'homme au Gabon, les Gabonais vivaient dans un pays dont ils ne pouvaient changer les dirigeants, et où ils croulaient sous une pauvreté découlant de la corruption et d'une gestion non transparente des ressources, avec en sus le trafic humain des enfants.

Nous, Gabonais résidant aux Etats-Unis et épris de démocratie et de vérité, avons décidé d'organiser, vendredi 16 juillet 2010 dès 10h00 devant le Département d'Etat, puis devant la Maison Blanche, une marche et manifestation ayant un quadruple objectif :

- 1) Condamner vivement les paroles de soutien d'Hillary Clinton à Ali Bongo et lui demander de les retirer sous peine de décrédibiliser les promesses du Président Barack Obama de ne soutenir que les régimes aux élans démocratiques avérés ;
- 2) Appeler le Président Barack Obama et Madame Hillary Clinton à renier et retirer les paroles de soutien de la Secrétaire d'Etat à un régime dictatorial et indéradicable dont les 43 ans de pouvoir irresponsable n'ont occasionné que traumatismes et meurtrissures pour les Gabonais ;
- 3) Lancer un avertissement de fort envergure à Ali Bongo en lui demandant de choisir immédiatement entre démocratie et violence au moment où les Gabonais épris de démocratie s'apprêtent désormais à

s'unir et à s'organiser autour d'un projet de changement et d'alternance par tous les moyens possibles en vue de la libération nationale.

- 4) Demander au gouvernement américain de ne plus jamais recevoir Monsieur Ali Bongo en terre américaine et au Congrès de le déclarer persona non grata au vu des évidences accumulées par le Sénat américain sur les pratiques mafieuses de la famille Bongo au Gabon.

Pour les Gabonais, et au nom de tous ceux qui aspirent à un mieux être immédiat débarrassé des Bongo, nous exprimerons également :

- Notre refus de la mainmise de la famille Bongo sur le Gabon, un pays qui ne peut ni devenir une monarchie, ni être transformé en la propriété personnelle de la famille Bongo ;
- Notre refus des 43 ans de dictature de la famille Bongo et du hold-up électoral orchestré par le biais de la fraude et au moyen de la force militaire ;
- Notre refus d'oublier les tueries de Port Gentil et le manque de condamnation quant aux auteurs de ce macabre forfait ;
- Notre refus de la prise en otage de la démocratie gabonaise par le trio diabolique Ali Bongo – Madeleine Mborantsuo – Rose Rogombé, ennemis jurés du peuple gabonais ;
- Notre refus de la corruption, des détournements, des biens mal acquis et de la paupérisation généralisée de la nation à cause des Bongo ;
- Notre refus de l'intimidation, de l'usage de la force et de la violence militaire et économique à l'encontre de la population et de ceux qui osent s'élever contre la mort lente ;
- Notre refus des violations flagrantes des droits de l'homme, du trafic humain des enfants, de la confiscation de la démocratie et de l'amateurisme gouvernemental ;
- Notre refus non seulement de reconnaître Ali Bongo comme président du Gabon, mais également d'accepter les 70 ans de règne familial que le régime bongoïste est en train de mettre en place.

Il s'agira, en définitive, de demander au gouvernement américain de se désolidariser de Monsieur Ali Bongo et de se mettre du côté de la population gabonaise en demandant avec lui le démantèlement de l'emprise de la famille Bongo sur le pays et la fin du régime parasitaire de 43 ans que cette famille a mis en place.

Nous invitons les Gabonais qui refusent la monarchie des Bongo et le règne de l'arbitraire à venir nombreux se joindre à cet élan du Gabon nouveau, pour le bien des **vrais Gabonais** et amis du Gabon.

Pour toutes informations, veuillez contacter:

- **Monsieur Landry Amiang**, Co-Coordonnateur de la Marche (Tél : 305-803-3361)
- **Monsieur André Bouassa**, Représentant de l'UPG aux Etats-Unis, Co-Coordonnateur de la Marche (Tél : 919-798-4543)
- **Monsieur Patrick Ambamani**, Co-Coordonnateur de la Marche (Tél : 646-744-5633)
- **Dr. Daniel Mengara**, Président du Mouvement « Bongo Doit Partir », Co-Coordonnateur de la Marche (Tél : 973-447-9763)

Pour tous les détails sur la marche, rendez-vous sur le lien :

<http://www.bdpgabon.org/articles/2010/06/25/communique-grande-marche-et-manifestation-des-gabonais-a-washington-le-vendredi-16-juillet-2010/>